



MINISTÈRE
DE LA TRANSFORMATION
ET DE LA FONCTION
PUBLIQUES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction interministérielle de
la transformation publique

TRANSFORMATION INTERNE

Fonds
pour
la transformation
de l'action
publique

Décembre 2021

SOMMAIRE

Campus de l'innovation et de la qualité managériales d'université de Paris	3	Conforter la maîtrise des données et l'expertise technique au service des usagers	18
Projet de transformation de l'Opéra national de Paris	4	Construire avec les Franciliens la santé des 20 prochaines années	19
Lab-Minnov	5	Déploiement de la télémédecine au sein des unités sanitaires en milieu pénitentiaire	20
Forêt 4.0 : La gestion forestière augmentée	6	Moderniser l'organisation du travail de l'Opéra national de Paris	21
La création du système d'information de l'ATIGIP : ATIGIP360°	7	Moderniser Mutualisation et innovation pour la sauvegarde et l'accès aux œuvres audiovisuelles (MISA OA)	22
GÉOPOL Nouvelle Génération, un nouveau paradigme numérique de la gestion du temps de travail pour la police nationale	8	Nouveau réseau DGFIP	23
Fusion des deux régions de gendarmerie Haute et Basse Normandie	9	Prison expérimentale	24
Système d'information pour le pilotage et le suivi des Contrats de plan État – Régions	10	Projet 3D : Développement de la Donnée en Douane. Placer la donnée au cœur des métiers de la Douane	25
Refonte des systèmes d'information de la PAC	11	Transformation numérique du service de santé au travail : dématérialisation du dossier médical et déploiement de la télémédecine	26
Plan 2020-2022 pour les achats de l'État.....	12	Accès et maintien dans le logement des personnes vulnérables	27
Refonte du fichier des comptes bancaires et assimilés	13	Parcours flexibles en licence	28
Mettre fin aux handicaps liés à l'insularité	14	Le pôle de l'État bisontin, un accélérateur de la modernisation de l'État en Bourgogne-Franche-Comté	29
Outillage pour le capacitaire renforcé	15	Prévention des impayés locatifs	30
Transformation du pilotage budgétaire : un outil au service d'une politique managériale innovante et efficace	16	Supports techniques Média Global	31
Cerem'avenir	17		

Campus de l'innovation et de la qualité managériales d'université de Paris

PORTEUR(S) DU PROJET

- Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI)

DESCRIPTION DU PROJET

- Le fonds alloué à Université de Paris permettra de lancer un projet ambitieux pour développer les compétences des personnels administratifs et des enseignants chercheurs aux responsabilités de pilotage, d'encadrement et d'animation d'équipes au sein des différentes structures et organes de gouvernance, dans le contexte de la transformation des universités.

MONTANT ACCORDÉ PAR LE FONDS

- 500 000 euros

BÉNÉFICES POUR LES USAGERS ET/OU LES AGENTS

- Le projet permettra la création d'un socle commun de compétences managériales essentielles à l'émergence d'une communauté professionnelle, l'accompagnement des cadres administratifs et des enseignants chercheurs en situation d'encadrement et de responsabilité collective ainsi que la professionnalisation et valorisation de l'écosystème universitaire français.



Projet de transformation de l'Opéra national de Paris

PORTEUR(S) DU PROJET

- Ministère de la Culture, Opéra national de Paris

DESCRIPTION DU PROJET

- L'Opéra de Paris bénéficiera d'un financement afin de moderniser le cadre de travail des agents et celui de la production artistique.

MONTANT ACCORDÉ PAR LE FONDS

- 5 220 000 euros

BÉNÉFICES POUR LES USAGERS ET/OU LES AGENTS

- Le projet de transformation de l'Opéra de Paris permet d'offrir aux agents des processus simplifiés et dématérialisés ainsi qu'un environnement de travail modernisé pour mieux prendre en compte les besoins des activités artistiques. Grâce à ce projet, des outils numériques seront mis à dispositions des usagers pour faciliter et développer la relation client. Les offres existantes seront renforcées et de nouvelles seront créées dans l'objectif de toucher de nouveaux publics.



Lab-Minnov

PORTEUR(S) DU PROJET

- Secrétariat général du ministère de l'Intérieur

DESCRIPTION DU PROJET

- Le Lab-Minnov mobilisera les prestations nécessaires à la transformation de l'action publique sur le terrain et insufflera la dynamique attendue au sein des services du ministère de l'Intérieur. Ce faisant, il encouragera la mutualisation et la répliquabilité des expériences terrain qui méritent un passage à l'échelle sur plusieurs territoires. Le Lab-Minnov fera partie du réseau des laboratoires publics d'innovation animé par la DITP.

MONTANT ACCORDÉ PAR LE FONDS

- 765 200 euros

BÉNÉFICES POUR LES USAGERS ET/OU LES AGENTS

- Formation des agents aux nouvelles méthodes d'innovation
- Développement de nouveaux services en associant étroitement les usagers à leur conception.



Forêt 4.0 : La gestion forestière augmentée

PORTEUR(S) DU PROJET

- Office National des Forêts (ONF)

DESCRIPTION DU PROJET

- Le projet accompagne la transformation numérique des métiers de l'ONF. Il s'agit de centraliser, structurer et d'enrichir les données à disposition de l'Office et de les rendre facilement disponibles pour les techniciens forestiers lors de leurs déplacements. Ces outils permettront une gestion durable de la ressource bois, de préserver la biodiversité et de prévenir les risques naturels (incendies, maladies...).

MONTANT ACCORDÉ PAR LE FONDS

- 4 055 583 euros

BÉNÉFICES POUR LES USAGERS ET/OU LES AGENTS

- Le projet enrichira les outils à disposition de près de 3500 agents de l'ONF, au bénéfice d'une meilleure valorisation du temps passé sur le terrain par la mobilisation d'une information plus riche, plus précise, plus fréquemment mise à jour.
- Le projet permettra de valoriser le patrimoine de données attaché à la gestion forestière, au bénéfice des gestionnaires et parties prenantes (collectivités territoriales notamment).



La création du système d'information de l'ATIGIP : ATIGIP360°

PORTEUR(S) DU PROJET

- Agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle des personnes placées sous main de justice (ATIGIP).

DESCRIPTION DU PROJET

- Partant du constat que l'insertion professionnelle est un des facteurs clefs de la lutte contre la récidive, le projet vise à construire le système d'information ATIGIP360°, composé de deux plateformes numériques : TIG360° qui permettra la visualisation de l'offre de postes de TIG, géolocalisés sur l'ensemble du territoire national, la consultation en temps réel et la gestion dématérialisée de la mesure de TIG par l'ensemble des acteurs ; et IPRO360° qui permettra de visualiser en temps réel les offres de travail et de formation proposées en établissement pénitentiaire, de regrouper en un seul outil l'ensemble des informations relative à l'insertion professionnelle de chaque personne placée sous main de justice (coffre-fort numérique) et de rechercher un emploi ou une formation professionnelle pour la sortie de détention.

MONTANT ACCORDÉ PAR LE FONDS

- 10 711 000 euros

BÉNÉFICES POUR LES USAGERS ET/OU LES AGENTS

- Le projet favorisera le développement de la mesure de TIG, encore insuffisamment prononcée et dont l'efficacité en termes d'insertion professionnelle et de lutte contre la récidive est avérée.
- Il permettra une systématisation de l'orientation professionnelle des personnes confiées au service public de la justice, un accès facilité à un travail et/ou une formation, qualifiants et valorisants pour l'acquisition de compétences.
- Il permettra d'attirer les acteurs économiques en détention grâce à une cartographie grand public des surfaces disponibles et des équipements des ateliers pénitentiaires.
- Il contribuera à un gain de temps dans la mise à exécution de la mesure de TIG.



GEOPOL Nouvelle Génération, un nouveau paradigme numérique de la gestion du temps de travail pour la police nationale

PORTEUR(S) DU PROJET

- Direction générale de la police nationale (DGPN)

DESCRIPTION DU PROJET

- Le projet vise à moderniser l'outil de gestion du temps de travail des policiers. Geopol Nouvelle génération permettra de supprimer les saisies manuelles et la planification sur papier. Il optimisera le pilotage des effectifs en fonction des nécessités de service. Le projet se traduira aussi par une amélioration de la qualité du temps de travail et de repos des agents.

MONTANT ACCORDÉ PAR LE FONDS

- 3 179 300 euros

BÉNÉFICES POUR LES USAGERS ET/OU LES AGENTS

- Le projet permettra une plus grande présence des policiers sur la voie publique favorisant le rapprochement police-population. Il générera un gain de temps pour les gestionnaires et un pilotage garantissant une adéquation entre l'exercice des missions opérationnelles et les effectifs disponibles.



Fusion des deux régions de gendarmerie Haute et Basse Normandie

PORTEUR(S) DU PROJET

- Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN)

DESCRIPTION DU PROJET

- Le projet consiste à fusionner les régions de gendarmerie Haute-Normandie et Basse-Normandie pour créer la région de gendarmerie Normandie, sur le format de l'actuelle région administrative. Cette fusion, qui concerne les états-majors des deux régions de gendarmerie, permettra un redéploiement d'effectifs sur le terrain en faveur, notamment, de la lutte contre les violences intrafamiliales. Cette réorganisation s'inscrit dans le cadre de la dynamique de transformation de la gendarmerie et plus particulièrement du pilier « mieux fonctionner », de la stratégie GEND 20.24 de la DGGN.

MONTANT ACCORDÉ PAR LE FONDS

- 230 270 euros

BÉNÉFICES POUR LES USAGERS ET/OU LES AGENTS

- Le projet doit permettre de mettre en phase l'organisation déconcentrée de la gendarmerie avec celle des autres administrations de l'État.
- Cette nouvelle organisation permettra de gagner en synergies et de soutenir les équipes opérationnelles de terrain sous tension en les renforçant en effectifs tout en accompagnant la mobilité des agents des anciens états-majors.



Système d'information pour le pilotage et le suivi des Contrats de plan État – Régions

PORTEUR(S) DU PROJET

- Direction générale des collectivités locales (DGCL)

DESCRIPTION DU PROJET

- Les Contrats de plan État-Régions sont des outils majeurs de la politique de cohésion et d'aménagement des territoires. L'objectif est de mettre en place un outil permettant de mieux piloter et suivre les CPER, puis, à terme, l'ensemble des contrats territoriaux.

MONTANT ACCORDÉ PAR LE FONDS

- 775 000 euros

BÉNÉFICES POUR LES USAGERS ET/OU LES AGENTS

- Le projet permettra une meilleure connaissance par les citoyens des investissements conjointement réalisés par l'État et les Régions sur les territoires.
- Il permettra de renforcer le pilotage et l'évaluation de l'impact des politiques publiques territoriales.
- Il sera utilement mobilisé dans le cadre du déploiement du plan de relance sur les territoires.



Refonte des systèmes d'information de la PAC

PORTEUR(S) DU PROJET

- Agence de Services et de Paiements (ASP)

DESCRIPTION DU PROJET

- Dans le cadre de la nouvelle programmation de la politique agricole commune (PAC), le projet prévoit la création d'un nouvel outil de gestion des aides d'État et d'un nouveau système de paiement pour toutes les aides. Le projet permettra également l'exploitation de données satellites dans le suivi des surfaces agricoles et la rénovation du modèle de relation avec les exploitants agricoles à travers une application de suivi des surfaces agricoles. Enfin, il prévoit la création d'un référentiel commun des bénéficiaires d'aides entre les différents SI et la construction d'un outil de consolidation et de suivi de tous les indicateurs en vue des rapports annuels de performance.

MONTANT ACCORDÉ PAR LE FONDS

- 28 839 999 euros

BÉNÉFICES POUR LES USAGERS ET/OU LES AGENTS

- Le projet permettra d'améliorer le paiement dans les délais de l'ensemble des aides agricoles à près de 400 000 bénéficiaires
- L'application de suivi des surfaces agricoles permettra de passer d'une logique de déclaration/contrôle à une logique d'interaction constructive entre l'administration et les exploitants
- Le référentiel commun permettra de limiter les demandes de pièces aux bénéficiaires

FORCES DU PROJET

- Contribue directement à la réalisation d'une réforme prioritaire (OVQ) du ministère : sécuriser les paiements des aides PAC
- Utilise l'intelligence artificielle pour un meilleur service aux usagers
- Répond aux critères de l'Etat Plateforme (France Connect, ouverture des données, API...)



Plan 2020-2022 pour les achats de l'État

PORTEUR(S) DU PROJET

- Ministère de l'Action et des Comptes Publics
- Direction des Achats de l'Etat (DAE)

DESCRIPTION DU PROJET

- Le projet vise, pour la Direction des achats de l'État, avec l'appui de la direction du budget, à mettre en oeuvre un plan global de transformation de la fonction achat de l'État pour les ministères et les opérateurs de l'État, avec l'objectif de transformer la fonction et les pratiques achats tout en réalisant des économies. Ce plan repose sur une rationalisation des organisations, des processus achat et des stratégies d'achat.

MONTANT ACCORDÉ PAR LE FONDS

- 15 659 000 euros

BÉNÉFICES POUR LES USAGERS ET/OU LES AGENTS

- Le projet participe au rétablissement des finances publiques et contribue à l'efficacité de l'action de l'État.
- Le projet permet d'accompagner dans leurs missions environ 3 000 acheteurs et fournisseurs.

FORCES DU PROJET

- Contribue à la professionnalisation de la fonction "achat"
- Vise à optimiser la dépense publique sur des volumes financiers importants



Refonte du fichier des comptes bancaires et assimilés

PORTEUR(S) DU PROJET

- Ministère de l'Action et des Comptes Publics
- Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP)

DESCRIPTION DU PROJET

- Le Fichier des Comptes Bancaires et Assimilés fournit aux personnes et organismes légalement habilités toutes informations sur les comptes détenus par une personne ou une société. Le projet vise à moderniser le fichier en créant un outil souple restituant des données fiables 24h/24. Il intégrera l'ensemble des nouveaux produits financiers actuellement offerts par les établissements financiers, harmonisera et dématérialisera le dispositif de collecte et de restitution de celles-ci via différentes API pour tous les partenaires, fiabilisera les données transmises par les établissements financiers et assurera une meilleure sécurité des échanges.

MONTANT ACCORDÉ PAR LE FONDS

- 7 821 000 euros

BÉNÉFICES POUR LES USAGERS ET/OU LES AGENTS

- Le projet facilitera les travaux des agents liés aux actions en recouvrement des créances de l'État et des collectivités et la lutte contre la fraude et le blanchiment d'argent

FORCES DU PROJET

- Participe aux engagements de la France en matière d'échange d'informations bancaires et de lutte contre le financement du terrorisme
- Bénéficie d'un soutien interministériel
- Respecte les critères de l'Etat Plateforme (API, ouverture des données...)



Mettre fin aux handicaps liés à l'insularité

PORTEUR(S) DU PROJET

- Université des Antilles

DESCRIPTION DU PROJET

- Le projet prévoit de déployer les outils numériques et la visioconférence automatisée par l'intelligence artificielle au cœur des méthodes d'enseignement de l'Université des Antilles. La miniaturisation et l'automatisation de nouveaux équipements de visioconférence permettront de généraliser ce mode d'enseignement sur l'ensemble des implantations de l'université. Par la qualité de service ainsi fournie, le projet contribuera à élargir la couverture territoriale des enseignements et à réduire les disparités d'accès aux ressources pédagogiques.

MONTANT ACCORDÉ PAR LE FONDS

- 1 500 000 euros

BÉNÉFICES POUR LES USAGERS ET/OU LES AGENTS

- Le nombre et la qualité des cours suivis à distance par les étudiants seront renforcés
- Le projet harmonisera l'offre d'enseignements proposée sur les territoires guadeloupéens et martiniquais en permettant un accès à la carte à l'ensemble de l'offre de formation quel que soit le lieu de résidence
- Pour les enseignants, l'amélioration des conditions de visioconférence permettra de vraies interactions et un meilleur suivi de leurs cours

FORCES DU PROJET

- S'appuie sur une technologie très innovante
- Accroît fortement les services à distance proposés aux étudiants
- Contribue aux priorités du MESRI (loi ORE, plan Campus connecté)
- Contribue aux enjeux territoriaux propres à la Guadeloupe et à la Martinique (Contrats de convergence et transformation)



Outillage pour le capacitaire renforcé

PORTEUR(S) DU PROJET

- Ministère des Armées
- Direction Générale de l'Armement (DGA)

DESCRIPTION DU PROJET

- Le projet soumis vise à l'acquisition d'outils numériques nouveaux (de simulation notamment) pour imaginer les futures capacités militaires, explorer et comparer les combinaisons possibles d'équipements et éclairer au mieux la direction générale de l'armement dans les demandes qu'elle adresse aux industriels de défense. Ces outils ont vocation à être utilisés pour les décisions d'investissements liées aux nombreux dossiers capacitaires prévus par la loi de Programmation militaire 2019-2025: système de combat aérien du futur, maîtrise de l'espace, lutte anti-drones...

MONTANT ACCORDÉ PAR LE FONDS

- 6 120 000 euros

BÉNÉFICES POUR LES USAGERS ET/OU LES AGENTS

- Le projet contribuera à apporter une meilleure réponse aux besoins des forces armées (190 000 soldats toutes armées confondues)
- Il permettra d'éclairer au mieux les décisions à prendre en matière d'investissement
- La DGA pourra orienter au plus tôt les industriels de la défense sur les systèmes à privilégier en matière de R&D et d'investissement

FORCES DU PROJET

- Modifie en profondeur les méthodes de travail des agents
- Contribue à la bonne exécution de la Loi de Programmation Militaire (LPM 2020-2025)



Transformation du pilotage budgétaire : un outil au service d'une politique managériale innovante et efficace

PORTEUR(S) DU PROJET

- Ministère de l'Intérieur
- Secrétariat Général - DRH

DESCRIPTION DU PROJET

- Les dépenses de personnels constituent le premier poste de dépenses du budget de l'État comme du ministère de l'Intérieur. Le projet vise à intégrer au SIRH ministériel un outil automatisant et fiabilisant les données relatives à la masse salariale. Une interface d'alimentation couplant données de paie et données RH (prévisions de mouvements, recrutements,...) permettra une prévision fine des dépenses à venir selon les différents scénarii envisagés ainsi que la modernisation des méthodes de travail des agents. Il constituera une aide précieuse à la décision des managers locaux et nationaux, anticipant de manière fine tous les impacts en masse salariale des décisions envisagées.

MONTANT ACCORDÉ PAR LE FONDS

- 1 070 458 euros

BÉNÉFICES POUR LES USAGERS ET/OU LES AGENTS

- Éviter les erreurs humaines de saisies ou de calcul et redéployer les gains de temps obtenus vers des tâches d'analyse
- Permettre une meilleure gestion des effectifs (pilotage individualisé ou massifié) et sécuriser les données recueillies
- Constituer un outil d'aide aux décideurs nationaux comme locaux

FORCES DU PROJET

- Contribue aux objectifs du Plan de transformation ministériel
- Porte sur un poste de dépenses important pour l'Etat
- Associe modernisation d'un outil et réflexions sur les métiers des agents



Cerem'avenir

PORTEUR(S) DU PROJET

- Cerema

DESCRIPTION DU PROJET

- Le Cerema a amorcé depuis 2018 une profonde transformation. Le projet comporte 3 volets :
 - la modernisation du pôle national d'appui aux infrastructures routières (réorganisation de l'activité des laboratoires, nouveaux matériels de mesure et de scannage 3D, création d'un « référentiel de la route en 3D »)
 - la transformation numérique des publications du Cerema
 - la transformation interne de l'établissement via la modernisation de l'environnement de travail de ses agents

MONTANT ACCORDÉ PAR LE FONDS

- 12 332 000 euros

BÉNÉFICES POUR LES USAGERS ET/OU LES AGENTS

- Permet d'accompagner la réorganisation fonctionnelle et territoriale de l'établissement
- Favorise une meilleure connaissance de l'entretien de l'infrastructure routière

FORCES DU PROJET

- Décline un projet ambitieux de transformation
- Présente un cofinancement important qui témoigne de l'engagement de la structure dans sa transformation
- S'appuie sur un bon cadencement dans le temps des opérations et une volonté collective de la direction et des agents pour faire aboutir le projet
- Profite à plein de l'effet levier du Fonds



Conforter la maîtrise des données et l'expertise technique au service des usagers

PORTEUR(S) DU PROJET

- Direction Départementale des Territoires (DDT) des Vosges

DESCRIPTION DU PROJET

- La DDT des Vosges concrétise le concept d'État plateforme. Avec les services et opérateurs de l'État du département, son projet est de construire un système d'information partagé et territorialisé. Il s'agit ainsi de tirer parti des outils numériques selon 3 axes d'amélioration de l'action publique :
 - Simplifier les tâches administratives et concentrer les moyens sur les fonctions d'expertise à plus forte valeur
 - Fluidifier les démarches administratives avec les usagers, par exemple en dématérialisant des démarches autour de « démarches-simplifiées »
 - Renforcer l'accompagnement des acteurs du territoire de façon à faire émerger les projets répondant aux politiques publiques prioritaires

MONTANT ACCORDÉ PAR LE FONDS

- 200 000 euros

BÉNÉFICES POUR LES USAGERS ET/OU LES AGENTS

- Permet de territorialiser les politiques publiques et de mieux répondre aux enjeux du territoire
- Encourage la coopération inter-services à l'échelle territoriale

FORCES DU PROJET

- Promeut le fonctionnement « en mode projet » à l'échelle territoriale
- Porté par une administration déconcentrée qui cherche à être proactive dans sa transformation
- Permet une réelle plus-value pour les agents comme pour les interlocuteurs de la DDT



Construire avec les Franciliens la santé des 20 prochaines années

PORTEUR(S) DU PROJET

- Agence régionale de santé (ARS) Île-de-France

DESCRIPTION DU PROJET

- Pour répondre au mieux à l'évolution des besoins en soins des franciliens, l'ARS IDF doit adapter son organisation interne en la rendant plus souple et décloisonnée. Elle a réfléchi à la simplification de nombreux process en lien avec un comité d'agents et d'usagers. Pour être opérationnelle, cette évolution nécessite le développement de nouveaux outils numériques davantage tournés vers les usagers. Cette démarche de transformation interne est un gage utile pour la transformation du système de santé.

MONTANT ACCORDÉ PAR LE FONDS

- 300 000 euros

BÉNÉFICES POUR LES USAGERS ET/OU LES AGENTS

- Permet d'adapter le système de santé aux besoins des franciliens
- Favorise la simplification des démarches administratives

FORCES DU PROJET

- S'inscrit dans le plan "Ma santé 2022"
- Repense l'organisation administrative autour du "service client" de façon innovante
- Repose sur une implication forte des agents et des usagers



Déploiement de la télémédecine au sein des unités sanitaires en milieu pénitentiaire

PORTEUR(S) DU PROJET

- Ministère de la Justice
- Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP)

DESCRIPTION DU PROJET

- Le projet vise à développer la capacité à effectuer des actes de télémédecine en milieu pénitentiaire. Cette offre, en permettant aux détenus de consulter un professionnel médical à distance, permettra d'améliorer de façon significative l'accès aux soins en détention.

MONTANT ACCORDÉ PAR LE FONDS

- 2 988 000 euros

BÉNÉFICES POUR LES USAGERS ET/OU LES AGENTS

- Accroît la diversité des soins qui pourront être assurés au sein de l'établissement
- Permet d'éviter une part significative des extractions médicales en direction des hôpitaux

FORCES DU PROJET

- Conforme à la feuille de route santé des personnes placées sous main de justice 2019-2022
- Respecte l'ensemble des critères de l'État Plateforme
- Correspond parfaitement à l'objectif du fonds : un investissement ponctuel permettant de réaliser des économies pérennes et certaines, tout en améliorant la qualité du service public
- Novateur dans son caractère systémique et son ambition



Moderniser l'organisation du travail de l'Opéra national de Paris

PORTEUR(S) DU PROJET

- Opéra national de Paris

DESCRIPTION DU PROJET

- Le projet de salle supplémentaire à l'Opéra Bastille en 2022/23 offre l'occasion de repenser l'organisation des services et du temps de travail afin d'optimiser l'organisation des saisons. L'Opéra souhaite renouveler son système d'information de planification et gestion des temps et des activités. Les carrières et les métiers seront également revus pour plus de polyvalence. Parallèlement, un soin particulier sera apporté à l'amélioration des conditions de travail.

MONTANT ACCORDÉ PAR LE FONDS

- 2 800 000 euros

BÉNÉFICES POUR LES USAGERS ET/OU LES AGENTS

- S'inscrit dans une démarche globale d'amélioration des conditions de travail, de modernisation des outils, d'amélioration des procédures et de planification d'une offre optimale de spectacles que ce soit pour les spectateurs ou pour les agents

FORCES DU PROJET

- S'inscrit dans une réforme d'ampleur visant à fluidifier, simplifier et alléger le fonctionnement de l'Opéra National de Paris
- Respecte les critères de l'Etat-plateforme pour la partie numérique « outils informatiques/numériques » (notamment SI GTA/Planification)



Moderniser Mutualisation et innovation pour la sauvegarde et l'accès aux œuvres audiovisuelles (MISA OA)

PORTEUR(S) DU PROJET

- Bibliothèque nationale de France (BNF)
- Centre national du cinéma (CNC)

DESCRIPTION DU PROJET

- Le projet MISA OA est un projet d'amélioration de la collecte, du signalement et de la conservation des œuvres cinématographiques et audiovisuelles diffusées en France. C'est un projet commun à la BNF et au CNC, soutenu par le ministère de la Culture.

MONTANT ACCORDÉ PAR LE FONDS

- 2 170 000 euros

BÉNÉFICES POUR LES USAGERS ET/OU LES AGENTS

- Favorise une conservation de long-terme des contenus de la filière audiovisuelle française
- Permet une simplification et baisse des coûts des processus de dépôt (éviter des doublons inutiles entre le CNC et la BNF)
- Renforce l'exhaustivité du contenu du dépôt légal
- Assure un accès sécurisé protégeant les données récoltées

FORCES DU PROJET

- Mutualise une solution unique pour deux structures aux problématiques proches
- S'appuie sur une gouvernance solide portée par les cadres dirigeants
- Repose sur une intégration constante des usagers
- Respecte pleinement les critères de l'Etat plateforme
- Profite pleinement de l'effet levier du Fonds



Nouveau réseau DGFiP

PORTEUR(S) DU PROJET

- Ministère de l'Action et des Comptes publics
- Direction générale des Finances publiques (DGFiP)

DESCRIPTION DU PROJET

- La réorganisation du réseau de la DGFiP nécessite :
 - d'adapter les structures aux nouvelles organisations du travail et nouveaux usages en faisant évoluer l'outil de référencement des structures existant (TOPAD)
 - de mettre en place de nouveaux points de contacts et services au bénéfice des usagers et des agents (ex offre de visio-conférence dans les accueils de proximité fixes et mobiles)

MONTANT ACCORDÉ PAR LE FONDS

- 7 183 400 euros

BÉNÉFICES POUR LES USAGERS ET/OU LES AGENTS

- Permet de mieux répondre aux attentes des usagers
- Intègre une réflexion sur l'inclusion numérique des usagers

FORCES DU PROJET

- Renforce le service public de proximité
- Inscrit dans le contexte de la réforme de la "Géographie revisitée" (apporter une offre de service
- nouvelle en augmentant l'accueil de proximité)



Prison expérimentale

PORTEUR(S) DU PROJET

- Ministère de la Justice
- Direction de l'Administration pénitentiaire (DAP)

DESCRIPTION DU PROJET

- Le projet vise à rendre le temps de la peine de prison le plus utile possible sur le plan professionnel. Il s'agit de construire une prison expérimentale d'un nouveau type centré sur la réinsertion par le travail et la formation professionnelle en proposant de nouveaux métiers, notamment en lien avec le numérique et les services à distance. Le caractère professionnalisant des postes proposés et l'obtention de formations professionnelles qualifiantes permettront à la personne détenue de valoriser l'expérience acquise pendant cette période auprès d'entreprises à l'extérieur.

MONTANT ACCORDÉ PAR LE FONDS

- 35 000 000 euros

BÉNÉFICES POUR LES USAGERS ET/OU LES AGENTS

- Permet pour les personnes détenues une organisation de la détention responsabilisante et une libération mieux préparée sur le plan professionnel
- Contribue à une plus grande prévention de la récidive et de la délinquance à long terme ;
- Revalorise l'image de la prison
- Réduit le coût de la détention pour le contribuable

FORCES DU PROJET

- Caractère novateur réel, en ce que cet établissement pourrait préfigurer de nouveaux modèles pour une partie du parc pénitentiaire français, et fournir des enseignements à même de contribuer à la transformation du modèle carcéral
- Cohérence avec la feuille de route ministérielle, qui fait de la différenciation des prisons en vue de la réinsertion (avec notamment une volonté forte de développer le travail en prison) un axe crucial de la politique carcérale
- Un vrai projet humain avec une idée forte - rendre le temps en prison utile - qui entraîne un réel changement de paradigme



Projet 3D : Développement de la Donnée en Douane. Placer la donnée au cœur des métiers de la Douane

PORTEUR(S) DU PROJET

- Ministère de l'Action et des Comptes publics
- Direction générale des Douanes et Droits indirects (DGDDI)

DESCRIPTION DU PROJET

- Le projet a pour ambition d'utiliser la donnée et la science des données pour faire émerger de nouveaux outils concrétisant le concept de « douanier augmenté » au bénéfice des missions de la Douane et de ses usagers. Un pôle d'exploitation des données sera créé au sein de la DGDDI. Des équipes spécialisées en data science seront à disposition des métiers et des services supports pour développer avec eux les outils répondant aux besoins identifiés.

MONTANT ACCORDÉ PAR LE FONDS

- 18 803 737 euros

BÉNÉFICES POUR LES USAGERS ET/OU LES AGENTS

- Articule innovation technologique et transformation des missions des agents
- Favorise l'efficacité du ciblage des contrôles douaniers
- Permet un recouvrement plus efficient des taxes douanières augmentant ainsi les recettes des finances publiques
- Garantit une meilleure protection du consommateur contre la contrefaçon de produits (type tabac, produits pharmaceutiques, jouets, etc.) et les risques de santé et d'accidents associés
- Optimise les interactions entre la Douane et les opérateurs économiques, avec un meilleur accompagnement de la Douane en fonction des possibilités réglementaires

FORCES DU PROJET

- Projet ambitieux et très pragmatique (cas d'usage, opensource ...)
- Induit une vraie modernisation du traitement de la donnée au sein de la Douane
- Repose sur une participation des usagers internes à la douane au sourcing des cas d'usage
- Intègre un accompagnement de la transformation numérique des agents et des usagers
- Porté par une équipe projet solide et en synergie avec d'autres ministères intervenant dans le même périmètre (ministère de l'Intérieur, DGCCRF)
- Bénéficie véritablement de l'effet levier du FTAP



Transformation numérique du service de santé au travail : dématérialisation du dossier médical et déploiement de la télémédecine

PORTEUR(S) DU PROJET

- Ministère de l'Intérieur
- Direction des Ressources Humaines (DRH)

DESCRIPTION DU PROJET

- Le projet vise à accélérer, dans 12 départements, le déploiement de la télémédecine pour la médecine du travail d'agents publics du ministère de l'intérieur (préfectures, police et gendarmerie) et des directions départementales interministérielles. Deux volets sont prévus : le déploiement de télécabines et la dématérialisation des dossiers médicaux des agents.

MONTANT ACCORDÉ PAR LE FONDS

- 1 782 240 euros

BÉNÉFICES POUR LES USAGERS ET/OU LES AGENTS

- Permet la garantie d'accès et l'amélioration de la qualité et de la régularité du suivi médical
- Améliore la qualité de prise en charge et de l'information
- Assure la continuité du suivi médical des agents par la dématérialisation du dossier médical en santé au travail (mutations missions à l'étranger, etc.)
- Permet un gain de temps médical et paramédical
- Diminue les déplacements des médecins et des infirmiers
- Améliore les conditions d'exercice des professionnels de santé au travail, facteur d'attractivité pour leur recrutement (matériel haut de gamme, formation dispensée, etc.)

FORCES DU PROJET

- Répond à un réel besoin de développement de la télémédecine à distance
- Conforme aux critères de l'Etat plateforme du fait du positionnement de l'agent, et de sa santé, au cœur des motivations, de la mise en place d'expérimentations et de partage d'expériences et de mutualisation
- Respecte la sécurisation des données
- Bénéficie pleinement de l'effet levier du FTAP
- Identifie clairement les risques du projet et la gouvernance apparaît solide



Accès et maintien dans le logement des personnes vulnérables

PORTEUR(S) DU PROJET

- Ministère de la Cohésion des territoires
- Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL)
- Direction générale de la cohésion sociale (DGCS)
- Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (DHUP)

DESCRIPTION DU PROJET

- Dans le cadre du plan "logement d'abord", le ministère repense et modernise la politique d'hébergement et de logement des personnes sans abri en consolidant les systèmes d'information existants et en accompagnant les changements de pratique des utilisateurs

MONTANT ACCORDÉ PAR LE FONDS

- 2 000 000 euros

BÉNÉFICES POUR LES USAGERS ET/OU LES AGENTS

- Réduit significativement les délais de traitement des demandes et des signalements transmis
- Permet l'amélioration de la réponse aux demandes d'hébergement et le repérage des sans abris
- Soutient une meilleure prise en charge des besoins d'accompagnement

FORCES DU PROJET

- Conforme aux objectifs du plan « Logement d'abord » en permettant de réduire les délais de traitement des demandes et d'anticiper les besoins
- Affiche une gouvernance solide



Parcours flexibles en licence

PORTEUR(S) DU PROJET

- Ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation
- Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP)

DESCRIPTION DU PROJET

- Afin de mieux répondre aux attentes du marché du travail, ce projet vise à rendre le parcours en licence plus flexible et personnalisable. D'une part, les inscriptions à des modules seront capitalisables dans la durée. D'autre part, les examens seront organisés en fonction du rythme d'avancement des étudiants et pourront être programmés à la carte, en présentiel ou en télésurveillance.

MONTANT ACCORDÉ PAR LE FONDS

- 12 800 000 euros

BÉNÉFICES POUR LES USAGERS ET/OU LES AGENTS

- Améliore les conditions d'accueil des étudiants
- Permet une augmentation significative des heures dédiées au tutorat et aux cours sur mesure

FORCES DU PROJET

- Permet la mise en œuvre de mutualisation de ressources numériques, de développement d'API à destination d'autres établissements, de réutilisation de projets/ briques existants, de simplification de démarches et d'open data
- Améliore la maîtrise des coûts liés à la hausse du nombre d'étudiants
- Propose une véritable vision moderne de l'enseignement supérieur à partir des possibilités ouvertes par les outils numériques



Le pôle de l'État bisontin, un accélérateur de la modernisation de l'État en Bourgogne-Franche-Comté

PORTEUR(S) DU PROJET

- Préfecture de la Région Bourgogne Franche-Comté

DESCRIPTION DU PROJET

- A l'occasion d'un projet de déménagement sur un même site en 2020, six directions départementales et régionales s'associent pour repenser le service rendu aux usagers à travers la conception d'un accueil innovant structuré de manière thématique, physique et virtuelle (plateforme de renseignements et d'expression des demandes usagers 24h/24h).

MONTANT ACCORDÉ PAR LE FONDS

- 1 828 928 euros

BÉNÉFICES POUR LES USAGERS ET/OU LES AGENTS

- Simplifie la vie des usagers autour d'action très concrètes : plateforme de prise de RDV 24h sur 24, borne d'accueil numérique, signalétique sur smartphone, espace de coworking entre agents et usagers...
- Structure et met en cohérence les réponses des administrations d'Etat aux besoins des usagers

FORCES DU PROJET

- Le projet peut servir d'exemple de mutualisation dans la mesure où il ne s'agit pas seulement d'un simple projet immobilier mais d'une relation de l'administration aux usagers repensée



Prévention des impayés locatifs

PORTEUR(S) DU PROJET

- Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL)

DESCRIPTION DU PROJET

- A travers la modernisation de ses systèmes d'information, la DIHAL cherche à intervenir le plus en amont possible dans le traitement de situations d'impayés locatifs.

MONTANT ACCORDÉ PAR LE FONDS

- 2 000 000 euros

BÉNÉFICES POUR LES USAGERS ET/OU LES AGENTS

- Permet la centralisation de l'information des partenaires et la coordination de leurs interventions pour faire face au volume important des situations signalées aux différents stades de la procédure

FORCES DU PROJET

- S'inscrit dans une démarche d'interfaçage progressif entre le système d'information de l'Etat EXPLOC et des opérateurs publics et parapublics et d'acteurs locaux pour permettre un décloisonnement des acteurs
- S'inscrit dans les priorités ministérielles
- Possède des dimensions usagers et agents affirmées



Supports techniques Média Global

PORTEUR(S) DU PROJET

- Radio France

DESCRIPTION DU PROJET

- Le projet procède à une transformation des actuelles infrastructures techniques chargées du transport et de l'échange en temps réel de l'audio, de la vidéo et des données en un système unique de communication.

MONTANT ACCORDÉ PAR LE FONDS

- 1 500 000 euros

BÉNÉFICES POUR LES USAGERS ET/OU LES AGENTS

- Modernise la production de contenus depuis la Maison de la radio
- Améliore l'environnement de travail des agents

FORCES DU PROJET

- S'inscrit dans la stratégie de média global du plan Action Publique 2022
- Conforme à la stratégie de mutualisation et de convergence des socles techniques de Radio France
- Identifie les risques et les solutions prévues pour les surmonter



Direction interministérielle
de la transformation publique

www.modernisation.gouv.fr

2021

